

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

27 OCTOBRE 1993

PROPOSITION DE LOI

**instituant une commission pour
la répartition équilibrée et la
revalorisation des tâches
familiales non rémunérées**

(Déposée par Mme DUA et
M. DETIENNE)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

1. La place de la femme sur le marché du travail s'est profondément modifiée au cours de la dernière décennie : le pourcentage de femmes par rapport à l'ensemble de la population active est passé de 29,6 en 1970 à 39,8 en 1991. Leur taux d'activité est quant à lui passé de 28 à 38 % au cours de la même période.

Ce fort accroissement du nombre de femmes sur le marché du travail n'est nullement un phénomène passager. Il ressort d'une enquête que l'immense majorité des femmes ayant une activité professionnelle souhaitent continuer à l'exercer et qu'un pourcentage non négligeable de femmes au foyer (à savoir 28 %) préféreraient travailler à l'extérieur.

Les femmes jeunes en particulier souhaitent s'insérer pleinement dans le marché du travail. Selon le Bureau du plan, il y aura, en l'an 2000, autant d'hommes que de femmes parmi la population active âgée de 25 à 35 ans.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

27 OKTOBER 1993

WETSVOORSTEL

**tot oprichting van een commissie
voor een evenwichtige verdeling
en de opwaardering van de
niet-betaalde zorgarbeid**

(Ingediend door mevrouw DUA en
de heer DETIENNE)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

1. De situatie van de vrouw op de arbeidsmarkt is grondig gewijzigd de voorbije decennia : het percentage vrouwen in de totale beroepsbevolking in België evolueerde van 29,6 % in 1970 naar 39,8 % in 1991. Hun activiteitsgraad steeg in dezelfde periode van 28 % naar 38 %.

Deze sterke toename van vrouwen op de arbeidsmarkt is zeker geen voorbijgaand verschijnsel. Uit onderzoek blijkt dat het overgrote deel van de buitenshuiswerkende vrouwen wil blijven werken en een niet onbelangrijk deel van thuiswerkende vrouwen (met name 28 %) liever buitenshuis zou werken.

Zeker bij jonge vrouwen bestaat de wil om een volwaardige plaats in te nemen op de arbeidsmarkt. Volgens het Planbureau zullen tegen het jaar 2000 evenveel mannen als vrouwen in de leeftijdscategorie van 25 tot 35 jaar beroepsarbeid uitoefenen.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

En d'autres termes, le travail rémunéré disponible a tendance à se répartir entre les hommes et les femmes.

Par contre, les tâches familiales, c'est-à-dire le travail non rémunéré effectué dans le cadre familial, sont toujours principalement accomplies par les femmes : c'est ainsi qu'il ressort d'une enquête que sur les 52 heures 13 minutes qu'un ménage consacre en moyenne par semaine aux tâches familiales, 39 heures 51 minutes sont à mettre au compte des femmes et 12 heures 22 minutes à celui des hommes.

Pour ce qui est des tâches purement ménagères et de l'éducation des enfants, cette inégalité est encore plus marquée : les femmes leur consacrent en moyenne 28 heures 55 minutes par semaine et les hommes seulement 5 heures 35 minutes.

Il en va également ainsi lorsque la femme exerce également une activité professionnelle à l'extérieur.

Les soins de l'entourage, c'est-à-dire la prise en charge de parents âgés ou malades, sont aussi prodigués quasi exclusivement par les femmes.

Ce type de prise en charge est souvent particulièrement contraignant, mais est sous-estimé et insuffisamment encadré par notre société.

Bien que le mouvement féministe plaide depuis de longues années pour l'abandon des schémas comportementaux qui sont à l'origine du déséquilibre dans la répartition des tâches familiales, peu d'initiatives ont été prises dans ce sens à ce jour.

La double journée de travail qu'ont à effectuer les femmes exerçant une activité professionnelle leur impose cependant de lourds sacrifices : en effet, les femmes ont en moyenne 10 ans de loisirs de moins que leurs partenaires masculins.

Cette situation n'est pas seulement pénible sur le plan psychique et physique, elle est aussi lourde de conséquences pour la position de la femme sur le marché du travail.

Pour pouvoir combiner de façon acceptable la vie de famille et le travail, de nombreuses femmes « optent » en effet pour des emplois à temps partiel, des interruptions de carrière et d'autres statuts moins favorables. Par ailleurs, en raison de l'importance qu'elles attachent aux tâches familiales, elles tempèrent bien souvent leur ambitions, ce qui réduit leurs possibilités de promotion.

C'est notamment en raison de ces éléments que les femmes sont sous-représentées dans les fonctions supérieures, qu'il y a plus de chômeuses que de chômeurs et que la position des femmes sur le marché du travail est globalement plus défavorable que celle des hommes, le salaire moyen des femmes étant inférieur de 30 % à celui des hommes.

Cette situation présente un danger réel, surtout en période de chômage structurel, du fait que l'on a alors tendance à cantonner davantage les femmes dans leur rôle précaire afin d'accroître les possibilités pour les travailleurs masculins.

Il convient dès lors de considérer avec une certaine méfiance le récent plaidoyer en faveur d'un emploi et

De beschikbare betaalde arbeid wordt met andere woorden meer en meer verdeeld tussen mannen en vrouwen.

Daartegenover staat echter dat de zorgarbeid, dit is de niet-betaalde arbeid verricht in de gezinssfeer, nog steeds hoofdzakelijk door vrouwen verricht wordt : uit onderzoek blijkt dat gemiddeld per gezin 52 uren 13 minuten per week worden besteed aan zorgarbeid. Daarvan worden 39 uren 51 minuten verricht door vrouwen en 12 uren 22 minuten door mannen.

Met betrekking tot het strikt huishoudelijke werk en de opvoeding van de kinderen, is deze ongelijkheid nog groter : vrouwen besteden daaraan gemiddeld 28 uren 55 minuten per week, en mannen gemiddeld maar 5 uren 35 minuten.

Dat is ook het geval in de gezinnen waar zowel man als vrouw buitenshuis werken.

Ook de mantelzorg, dit is de opvang van zieke of oude familieleden, is het nagenoeg exclusief terrein van vrouwen.

Dit soort opvang is dikwijls bijzonder zwaar, maar wordt door onze samenleving ondergewaardeerd en onvoldoende ondersteund.

Niettegenstaande de vrouwenbeweging al jaren pleit voor het doorbreken van de rollenpatronen, die aan de basis liggen van de onevenwichtige verdeling van de zorgarbeid, werden tot nog toe weinig initiatieven genomen.

Nochtans is de dubbele dagtaak voor werkende vrouwen een enorme belasting : vrouwen hebben dan ook gemiddeld 10 jaar minder vrije tijd in hun leven dan hun mannelijke partners.

Dit is niet alleen psychisch en lichamelijk zwaar, maar heeft ook vérgaande gevolgen voor de positie van vrouwen op de arbeidsmarkt.

Om een leefbare combinatie van gezin en arbeid mogelijk te maken « kiezen » vele vrouwen immers voor deeltijdse jobs, voor loopbaanonderbreking en andere minder gunstige statuten; vrouwen zwakken dikwijls ook hun ambities af omwille van het belang dat zij hechten aan de zorgarbeid, waardoor ze dan weer minder promotiekansen hebben.

Deze feiten liggen mee aan de basis van de ondervertegenwoordiging van vrouwen in hogere functies, hun oververtegenwoordiging in de werkloosheid en hun globaal genomen slechtere positie op de arbeidsmarkt, wat zich ondermeer uit in het feit dat het gemiddelde loon van vrouwen 30 % lager is dan dat van mannen.

Zeker in periodes met structurele werkloosheid houdt deze situatie een reëel gevaar in, omdat dan de neiging bestaat vrouwen nog verder in hun precare rol te drukken, om de mogelijkheden voor (mannelijke) werknemers te verbeteren.

In die zin dient dan ook het recente pleidooi voor anderhalve job per gezin, waarbij de deeltijds wer-

de mi par ménage, régime qui permettrait au partenaire travaillant à temps partiel de se consacrer davantage aux tâches ménagères.

Instaurer un tel régime sans revoir les conceptions actuelles en ce qui concerne les rôles sociaux reviendrait à asseoir davantage l'image de l'homme en tant que soutien de famille à temps plein et celle de la femme en tant que ménagère travaillant à temps partiel.

Chacun est convaincu de l'importance considérable que revêtent, pour notre société, des tâches familiales, telles que l'éducation des enfants, les tâches ménagères, l'hébergement des parents malades et âgés, etc.

Cette forme de travail non rémunéré n'est cependant pas appréciée à sa juste valeur, ce qui est sans doute la raison essentielle pour laquelle les hommes n'y portent guère d'intérêt. En outre, l'organisation du travail dans son ensemble n'est pas adaptée à la nécessité de l'accomplissement des tâches familiales, ce qui rend la situation très difficile non seulement pour les femmes cohabitantes mais également pour les isolés avec enfants.

D'où la nécessité de mener une politique active dans le but, d'une part, de revaloriser les tâches familiales au sein de notre société et d'en tenir compte dans l'organisation du travail et, d'autre part, de répartir plus équitablement les tâches familiales entre les deux sexes.

Création d'une commission pour la répartition équitable et la revalorisation des tâches familiales non rémunérées

2. Les tâches familiales non rémunérées doivent dès lors faire l'objet d'une attention toute particulière.

Leur organisation relève toutefois du domaine de la vie privée et il n'est, de ce fait, pas possible d'imposer l'une ou l'autre forme d'organisation ou de redistribution.

On peut, en revanche, s'efforcer de changer les mentalités afin que disparaissent les obstacles qui empêchent une redistribution des tâches familiales.

Cette évolution des mentalités ne pourra s'opérer que si les pouvoirs publics prennent des mesures afin d'encourager cette évolution et mettent au point une stratégie adéquate.

C'est la raison pour laquelle nous proposons que soit instituée une Commission pour la répartition équilibrée et la revalorisation des tâches familiales non rémunérées, commission qui aura pour tâche de susciter un changement dans les mentalités.

Etant donné que nous ne souhaitons pas multiplier inutilement les commissions d'avis, nous proposons que soit supprimée la commission du travail familial, qui avait été créée par la loi du 2 août 1985 et qui avait pour mission d'émettre des avis, d'effectuer des enquêtes et de proposer des mesures législa-

kende partner de mogelijkheid krijgt om zich meer bezig te houden met de gezinstaken, met de nodige argwaan bekeken te worden.

Als dit wordt doorgevoerd zonder dat de heersende rollenpatronen doorbroken worden, zal het beeld van de man als voltijdse kostwinner en de vrouw als deeltijds werkende huishoudster nog veralgemeend worden.

Iedereen is er van overtuigd dat de zorgarbeid, met name de opvoeding van kinderen, het huishoudelijk werk, de opvang van zieke en oude familieleden enzovoort van enorm belang is voor onze samenleving.

Die vorm van onbetaalde arbeid wordt echter ondergewaardeerd, wat allicht de belangrijkste reden is voor de geringe belangstelling van mannen daarvoor. Bovendien is de ganse arbeidsorganisatie niet aangepast aan de nood aan zorgarbeid, wat het niet alleen voor samenwonende vrouwen, maar ook voor alleenstaanden met kinderen enorm moeilijk maakt.

Vandaar dat het nodig is dat een actief beleid wordt gevoerd, enerzijds om de zorgarbeid binnen onze samenleving op te waarderen en ermee rekening te houden bij de arbeidsorganisatie en anderzijds om de zorgarbeid tussen beide geslachten eerlijker te verdelen.

Oprichting van de commissie voor een evenwichtige verdeling en de opwaardering van de niet-betaalde zorgarbeid

2. De niet-betaalde zorgarbeid moet bijgevolg bijzondere aandacht krijgen.

De organisatie ervan behoort echter tot de privé-sfeer van de mensen. Het is dus niet mogelijk één of andere organisatievorm of herverdeling op te dringen.

Wel kan werk gemaakt worden van een mentaliteitswijziging zodat de hinderpalen, die een herverdeling van de zorgarbeid in de weg staan, kunnen worden afgebouwd.

Deze mentaliteitswijziging is maar mogelijk als de overheid inspanningen doet daarvoor en er een duidelijke strategie bestaat.

Vandaar het voorstel om een Commissie voor een evenwichtige verdeling en de opwaardering van de niet-betaalde zorgarbeid op te richten die deze ommekeer moet op gang brengen.

Het is niet de bedoeling het aantal adviescommissies nodeloos op te drijven. Daarom wordt voorgesteld om de bestaande maar niet werkende Commissie arbeid ten behoeve van het gezin af te schaffen. Deze commissie werd opgericht door de wet van 2 augustus 1985 en had als opdracht adviezen uit te

tives ou réglementaires en toute matière ayant trait directement ou indirectement au travail familial. Cette commission, dont les membres avaient été nommés par arrêté royal du 19 mars 1986, a été installée le 25 mars de la même année.

La commission n'a cependant jamais fonctionné, ses membres ne parvenant pas à se mettre d'accord sur les objectifs à poursuivre en matière de travail familial, et aucun avis n'a dès lors jamais pu être émis.

La commission partait en effet du principe que celui des parents qui travaillait au foyer devait avoir un rôle essentiel et qu'il fallait dès lors prendre des mesures en faveur des ménages. Etant donné que dans la pratique, ce sont surtout les femmes qui, délibérément ou par nécessité, renoncent à un emploi pour se consacrer entièrement aux tâches familiales, la commission s'est surtout intéressée au statut de la femme au foyer, sans toutefois accorder la moindre attention à la répartition très inégale des tâches au sein des ménages, de sorte que les travaux de la commission risquaient d'aboutir, en fin de compte, à une consécration de la répartition actuelle des rôles entre hommes et femmes. Cette philosophie étant dépassée, il vaut mieux supprimer cette commission.

3. La Commission pour la répartition équilibrée et la revalorisation de tâches familiales non rémunérées aura pour mission :

- de susciter un débat de société sur les responsabilités en matière de tâches familiales non rémunérées et la valeur de celles-ci;
- d'étudier les facteurs qui ont une incidence sur la participation des hommes aux tâches non rémunérées;
- d'intervenir au niveau du travail rémunéré afin de permettre une redistribution du travail non rémunéré.

La commission aura pour mission d'émettre des avis, de procéder à des études et de proposer des mesures légales en vue de la revalorisation sociale des tâches familiales et d'une répartition plus équilibrée de ces dernières par l'abandon de la distribution traditionnelle des rôles familiaux. Des programmes d'action pourront être élaborés en vue d'atteindre ces objectifs : mise en œuvre d'une grande campagne d'information soulignant l'importance des tâches familiales et visant à inciter les hommes à assumer une part plus importante des tâches familiales, élaboration d'un code de publicité rompant avec les rôles traditionnels, détermination d'éléments constitutifs des rôles dans notre société, élaboration de recommandations visant à améliorer la conjugaison des tâches professionnelles et familiales, formulation de propositions visant à promouvoir et à organiser les soins de l'entourage, etc.

La commission soumettra des avis concernant ces domaines aux ministres compétents ainsi qu'au Conseil national du travail.

brenge, onderzoek te verrichten en wettelijke of verordeningmaatregelen voor te stellen met betrekking tot alles wat rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de arbeid ten behoeve van het gezin. Bij koninklijk besluit van 19 maart 1986 werden de leden van de commissie benoemd en de commissie werd geïnstalleerd op 25 maart 1986.

Deze commissie heeft echter nooit gewerkt, omdat in haar schoot geen overeenstemming kon bereikt worden over haar doelstellingen met betrekking tot de gezinsarbeid en ze er dus niet in slaagde adviezen te formuleren.

Het uitgangspunt van de commissie was inderdaad dat aan de thuiswerkende ouder een essentiële rol moest worden toebedeeld en dat daartoe gezinsbevorderende maatregelen moesten genomen worden. Omdat in de praktijk nagenoeg uitsluitend vrouwen bewust of gedwongen kiezen niet toe te treden tot de arbeidsmarkt om zich ten volle te wijden aan de zorgarbeid, vroeg de commissie vooral aandacht voor de positie van thuiswerkende vrouwen. Zij ging echter volledig voorbij aan de zeer ongelijke verdeling van de taken in de gezinnen, waardoor de werkzaamheden van de commissie een bevestiging dreigden te worden van de bestaande rollenpatronen. Gezien deze achterhaalde uitgangssituatie is het aangewezen deze commissie af te schaffen.

3. De Commissie voor een evenwichtige verdeling en opwaardering van de niet-betaalde zorgarbeid heeft als doelstellingen :

- de maatschappelijke discussie over de verantwoordelijkheid voor en de waarde van de onbetaalde zorgarbeid te stimuleren;
- inzicht te verkrijgen in de factoren die van invloed zijn op de bijdrage van mannen aan de onbetaalde arbeid;
- de voorwaarden van de betaalde arbeid beïnvloeden om herverdeling van onbetaalde arbeid mogelijk te maken.

De commissie krijgt als opdracht adviezen te verstrekken, onderzoek te verrichten, wettelijke maatregelen voor te stellen om de zorgarbeid maatschappelijk op te waarderen en evenwichtiger te verdelen tussen mannen en vrouwen via het doorbreken van de bestaande rollenpatronen. Ook kunnen actieplannen worden uitgewerkt om die doelstellingen te bereiken. Dit kan onder meer inhouden : het opzetten van een grootscheepse voorlichtingscampagne die het belang van de zorgarbeid benadrukt en mannen moet overtuigen meer huishoudelijke arbeid te verrichten, het opstellen van een rol doorbrekende reclamecode, het aanduiden van rolbevestigende patronen in onze samenleving, het uitwerken van aanbevelingen om de combinatie werk en gezin te verbeteren, voorstellen formuleren inzake ondersteuning en organisatie van de mantelzorg en dergelijke.

De commissie dient in die zin adviezen te formuleren aan de verantwoordelijke ministers en aan de Nationale Arbeidsraad.

La représentation des communautés au sein de la commission permettra une coopération entre les divers niveaux de pouvoir pour les matières relevant de la compétence des communautés (enseignement, bien-être, etc.).

Afin de garantir une représentation minimale des hommes et des femmes, il est prévu que la commission ne pourra compter plus de deux tiers de membres du même sexe.

Les travaux de la commission feront chaque année l'objet d'un débat parlementaire.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Etant donné qu'il n'existe aucun service spécifique pour les questions relatives à l'émancipation sociale, cet article prévoit que la Commission pour la répartition équilibrée et la revalorisation des tâches familiales non rémunérées est instituée auprès du ministère de l'Emploi et du Travail.

Art. 2

Cet article définit les objectifs et les missions de la Commission.

Il prévoit également que cette dernière pourra formuler des avis à l'intention des organes consultatifs des communautés ainsi que du Conseil national du travail, et ce, soit d'initiative soit à la requête desdits conseils.

La Commission pourra faire appel à des experts.

Art. 3

Cet article détermine la composition de la Commission.

Nous avons veillé à organiser une représentation équilibrée des organisations féminines, des organisations familiales et des organismes de concertation du secteur du travail.

En vue d'assurer la haute valeur scientifique des avis et propositions, quatre experts issus des milieux universitaires et scientifiques feront partie de la commission.

Des membres seront également désignés par les ministres ayant dans leurs compétences des matières revêtant un intérêt par la réalisation des objectifs, ainsi que par le Bureau du plan et par les communautés.

Les membres susvisés n'auront toutefois pas le droit de vote.

En vue de garantir une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes, la Commission ne pourra compter plus de deux tiers de membres du même sexe.

Door de gemeenschappen te betrekken bij deze commissie wordt een samenwerking tussen de diverse beleidsniveaus mogelijk met betrekking tot de materies waarvoor de gemeenschappen bevoegd zijn (bijvoorbeeld onderwijs, welzijn).

Teneinde zowel voor mannen als voor vrouwen een minimale vertegenwoordiging te garanderen, wordt bepaald dat nooit meer dan tweederde van het aantal leden van de commissie van hetzelfde geslacht mag zijn.

Aan de werking van deze commissie zal om het jaar een parlementair debat gewijd worden.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Aangezien er geen aparte administratieve dienst bestaat waar alles wat betrekking heeft op emancipatiezaken wordt behandeld, bepaalt dit artikel dat de Commissie voor een evenwichtige verdeling en de opwaardering van de niet-betaalde zorgarbeid wordt ingesteld bij het ministerie van Arbeid en Tewerkstelling.

Art. 2

In dit artikel worden de doelstellingen en de opdrachten van de commissie omschreven.

Tevens wordt bepaald dat de commissie adviezen kan formuleren aan adviesorganen van de gemeenschappen en aan de Nationale Arbeidsraad, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van deze raden.

De commissie kan een beroep doen op deskundigen.

Art. 3

Dit artikel bepaalt de samenstelling van de commissie.

Er werd gestreefd naar een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwenorganisaties, gezinsorganisaties en overlegorganen die betrekking hebben op arbeid.

Tevens worden vier deskundigen uit academische en wetenschappelijke kringen in de commissie opgenomen met het oog op een voldoende hoog wetenschappelijk gehalte van de adviezen en voorstellen.

Tenslotte worden ook leden aangewezen door de ministers die bevoegd zijn voor materies die van belang zijn voor de beoogde doelstellingen, door het Planbureau en door de gemeenschappen.

Deze laatste leden hebben geen stemrecht.

Met het oog op een evenwichtige verdeling tussen mannen en vrouwen kan nooit meer dan tweederde van de leden van de commissie van hetzelfde geslacht zijn.

Art. 4

Cet article règle la nomination des membres ainsi que le fonctionnement de la Commission.

Le Roi fixe le montant des subventions de fonctionnement de la Commission.

La Commission établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 5

En vue d'associer plus étroitement le Parlement au problème, il sera établi annuellement un rapport d'avancement qui sera examiné par les Comités d'avis pour l'Emancipation sociale et par les Commissions des Affaires sociales des deux Chambres, lesquelles pourront formuler à cette occasion des recommandations qui devront être examinées dans le mois par la Commission.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

Il est institué auprès du ministère de l'Emploi et du Travail une Commission pour la répartition équilibrée et la revalorisation des tâches familiales non rémunérées.

Art. 2

Cette commission a pour objectif :

- de stimuler le débat de société sur la responsabilité et la valeur des tâches familiales non rémunérées;
- de déterminer les facteurs qui exercent une influence sur la participation des hommes aux tâches familiales non rémunérées;
- de modifier les conditions d'exercice du travail rémunéré, afin de permettre une redistribution des tâches familiales non rémunérées.

Cette commission est chargée, soit d'initiative, soit à la demande du Ministre qui a la politique d'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans ses attributions ou des Ministres visés à l'article 3, 7°, d'émettre des avis, d'effectuer des enquêtes, de proposer des mesures législatives et d'établir des plans

Art. 4

Dit artikel regelt de benoeming van de leden van de commissie en de werking ervan.

De Koning bepaalt de werkingstoelagen van de commissie.

De commissie stelt zelf een huishoudelijk reglement vast.

Art. 5

Om het parlement nauwer te betrekken bij deze materie wordt jaarlijks een vorderingsverslag opge maakt dat wordt besproken in de adviescomités voor Maatschappelijke Emancipatie en de commissies Sociale Zaken van beide Kamers, waarbij aanbevelingen kunnen geformuleerd worden. Die aanbevelingen moeten binnen de maand besproken worden op een vergadering van de commissie.

V. DUA
Th. DETIENNE

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Bij het ministerie van Arbeid en Tewerkstelling wordt een Commissie voor een evenwichtige verdeling en de opwaardering van de niet-betaalde zorgarbeid opgericht.

Art. 2

Deze commissie heeft als doel :

- de maatschappelijke discussie te stimuleren over de verantwoordelijkheid voor en de waarde van de onbetaalde zorgarbeid;
- inzicht te verkrijgen in de factoren die van invloed zijn op de bijdrage van mannen aan de onbetaalde arbeid;
- de voorwaarden van de betaalde arbeid te beïnvloeden om herverdeling van onbetaalde arbeid mogelijk te maken.

Deze commissie heeft als opdracht, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de minister belast met het beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, hetzij op verzoek van de ministers bedoeld in artikel 3, 7°, adviezen uit te brengen, onderzoeken te verrichten, wettelijke maatregelen voor te

d'action en vue de la répartition équilibrée et de la revalorisation sociale des tâches familiales non rémunérées.

Elle a également pour mission de donner des avis aux conseils consultatifs des communautés concernées par cette problématique ainsi qu'au Conseil national du travail, et ce, soit à la requête de ces conseils soit lorsqu'elle le juge utile.

Pour l'accomplissement de sa tâche, la commission peut prendre toute information utile et faire appel à des experts autres que ses membres.

Art. 3.

§ 1^{er}. La Commission se compose :

1° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés sur une liste double par le Conseil national des femmes;

2° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés respectivement sur une liste double par :

- le Comité des liaisons féministes;
- le « Vrouwenoverlegcomité ».

3° de quatre membres effectifs et de quatre membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés sur une liste double par les organisations familiales suivantes :

- l'Association des femmes au foyer;
- la Ligue des familles;
- l'asbl « de Thuiswerkende Ouder, Gezin en Samenleving »;
- le « Bond van Kleine en Grote Gezinnen ».

4° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés sur une liste double par les organes de concertation suivants :

- le Conseil économique et social pour la Région wallonne;
- la « Vrouwencommissie van de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen ».

5° de deux membres effectifs et de deux membres suppléants, désignés parmi les candidats présentés sur une liste double par la Commission du travail des femmes;

6° de quatre experts issus des milieux académiques et scientifiques, ainsi que d'autant de suppléants;

7° des membres désignés respectivement par les ministres qui ont dans leurs attributions l'Egalité des chances, l'Emploi et le Travail, les Affaires sociales et les Finances, ainsi que d'un membre désigné par le Bureau du plan, d'un membre désigné par l'Exécutif de la Communauté française et d'un membre désigné par l'Exécutif flamand. Le Roi peut élargir cette énumération.

§ 2. La Commission ne compte jamais plus de deux tiers de membres du même sexe.

stellen en actieplannen op te stellen met het oog op een evenwichtige verdeling en de maatschappelijke opwaardering van de niet-betaalde zorgarbeid.

Zij heeft eveneens als taak adviezen te verstrekken aan adviesraden van de gemeenschappen die bij dit thema betrokken zijn, alsmede aan de Nationale Arbeidsraad en dit hetzij op verzoek van deze raden, hetzij wanneer de commissie dit nuttig acht.

Ter vervulling van haar taak kan de commissie alle nodige inlichtingen inwinnen en een beroep doen op deskundigen die niet tot haar leden behoren.

Art. 3

§ 1. De commissie is samengesteld uit :

1° twee leden en twee plaatsvervangende leden, aangewezen uit de kandidaten die in dubbelstal worden voorgedragen door de Nationale vrouwenraad;

2° twee leden en twee plaatsvervangende leden, aangewezen uit de kandidaten die in dubbelstal worden voorgedragen respectievelijk door :

- het Vrouwenoverlegcomité;
- « Comité des liaisons féministes ».

3° vier leden en vier plaatsvervangende leden, aangewezen uit de kandidaten die in dubbelstal worden voorgedragen door gezinsverenigingen, respectievelijk :

- de Thuiswerkende Ouder, Gezin en Samenleving vzw;
- de Bond van Grote en Jonge Gezinnen;
- « Association des Femmes au foyer »;

- « La Ligue des Familles ».

4° twee leden en twee plaatsvervangende leden, aangewezen uit de kandidaten die in dubbelstal worden voorgedragen door de overlegorganen, respectievelijk :

- de Vrouwencommissie van de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen;
- de Conseil économique et social pour la Région wallonne;

5° twee leden en twee plaatsvervangende leden, aangewezen uit de kandidaten die in dubbelstal worden voorgedragen door de Commissie Vrouwenarbeid.

6° vier deskundigen uit de academische en wetenschappelijke kringen, en evenveel plaatsvervangende leden;

7° leden, respectievelijk aangewezen door de ministers bevoegd voor Gelijke Kansen, voor Tewerkstelling en Arbeid, voor Sociale Zaken en voor Financiën alsmede een lid aangewezen door het Planbureau, een lid aangewezen door de Vlaamse Executieve en een lid aangewezen door de Franse Gemeenschapsexecutieve. De Koning kan deze opsomming uitbreiden.

§ 2. In de commissie is nooit meer dan tweederde van de leden van hetzelfde geslacht.

Art. 4

Le président, le premier et le second vice-président et les membres sont nommés par le Roi pour une durée de quatre ans renouvelable.

Seuls les membres visés à l'article 3, 1° à 6°, ont voix délibérative.

Les travaux de la Commission sont dirigés par le président. Celui-ci est assisté d'un bureau comprenant, outre le président et le premier et le second vice-président, deux des membres visés à l'article 3, 1° à 6°.

Le Roi détermine les subventions de fonctionnement de la Commission et la composition de son secrétariat, qui est assumé par un fonctionnaire du Ministère de l'Emploi et du Travail.

La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur.

Art. 5

La Commission transmet chaque année un rapport d'avancement au Parlement. Ce rapport doit faire l'objet d'une discussion au sein du Comité d'avis pour l'Emancipation sociale et de la Commission des Affaires sociales des deux Chambres. Ces discussions peuvent donner lieu à des recommandations qui seront discutées dans le mois, au cours d'une réunion de la commission.

Art. 6

La loi du 2 août 1985 portant création d'une Commission du Travail familial est abrogée.

Art. 7

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

15 juillet 1993.

Art. 4

De voorzitter, de eerste en tweede ondervoorzitter en de leden worden benoemd door de Koning voor een periode van vier jaar en zijn herbenoembaar.

Alleen de leden bedoeld in artikel 3, 1° tot 6° zijn stemgerechtigd.

De werkzaamheden van de commissie worden geleid door de voorzitter. Deze wordt bijgestaan door een bureau, dat benevens de voorzitter en de eerste en tweede ondervoorzitters, twee leden van de commissie bedoeld in artikel 3, 1° tot 6° omvat.

De Koning bepaalt de werkingstoelagen van de commissie en de samenstelling van haar secretariaat, dat waargenomen wordt door een ambtenaar van het ministerie van Arbeid en Tewerkstelling.

De commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast.

Art. 5

Jaarlijks deelt de commissie een vorderingsverslag mee aan het parlement. Dit verslag dient het voorwerp uit te maken van een bespreking in het adviescomité voor Maatschappelijke Emancipatie en de commissie Sociale Zaken van beide Kamers. Deze besprekingen kunnen aanleiding geven tot aanbevelingen die binnen de maand worden besproken op een vergadering van de commissie.

Art. 6

De wet van 2 augustus 1985 houdende de oprichting van een Commissie Arbeid ten behoeve van het gezin wordt opgeheven.

Art. 7

Deze wet treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

15 juli 1993.

V. DUA
Th. DETIENNE